



Le constructivisme et la sécurité à l'Est de la République Démocratique du Congo

Constructivism and Security in Eastern Democratic Republic of the Congo

BONGA IPOME, Cathérine MWAPE MATENDE, Nicole NGOIE MUJINGA

Tous Assistants à l'Université de Lubumbashi/Faculté des Sciences Sociales Politiques et Administratives/Département des Relations Internationales.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.22651689>

Résumé

Depuis les années 1990, l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est marqué par une insécurité chronique et la fragmentation de l'autorité étatique, malgré la présence des ressources matérielles importantes. Cet article propose une lecture constructiviste de cette situation, en soulignant que la sécurité et l'insécurité résultent moins d'un déficit de moyens matériels que d'une crise des identités collectives, de la légitimité et de la reconnaissance des normes. À travers l'analyse des dynamiques locales, de la résurgence des groupes armés comme le M23 et de la pluralité des dispositifs sécuritaires, l'étude montre que les pratiques de sécurité sont socialement construites, constamment négociées et souvent contestées. L'article conclut que la sortie de l'insécurité ne peut se limiter à des solutions techniques ou coercitives, mais passe par la reconstruction des identités partagées, la légitimation des normes et l'intégration des dynamiques locales dans la gouvernance sécuritaire.

Mots clés : Constructivisme, sécurité, insécurité, RDC, identités, légitimité, gouvernance locale

Abstract

Since the 1990s, Eastern Democratic Republic of the Congo (DRC) has faced chronic insecurity and fragmented state authority, despite significant material resources. This article adopts a constructivist approach, arguing that security and insecurity stem less from a lack of material means than from a crisis of collective identities, legitimacy, and the recognition of norms. Through the analysis of local dynamics, the resurgence of armed groups such as M23,

and the plurality of security mechanisms, the study shows that security practices are socially constructed, constantly negotiated, and often contested. The article concludes that overcoming insecurity cannot be achieved solely through technical or coercive solutions, but requires rebuilding shared identities, legitimizing norms, and integrating local dynamics into security governance.

Keywords: Constructivism, security, insecurity, DRC, identities, legitimacy, local governance.
Introduction

Le projet des constructivistes, « (...) soucieux, comme le dit leur principal représentant Alexander Wendt, de « problématiser ce que les communautés (scientifiques) ont naturalisé », consiste alors à vouloir « comprendre l'intérêt national comme une construction sociale ». Ce qui les amène à proposer une explication originale à la fois des origines des intérêts des États et des conditions dans lesquelles ces intérêts peuvent se transformer (Frédéric Charillon, 2001) ». D'après les constructivistes, les intérêts des États trouvent leurs racines non pas dans la configuration des rapports de force comme chez les réalistes, ni davantage dans les demandes exprimées par les acteurs sociétaux comme chez les libéraux, mais dans l'identité des États, c'est-à-dire dans la représentation que les États se font d'eux-mêmes et d'autrui, du système international, et de leur propre place, ainsi que celle des autres, au sein de ce système international. « Les identités sont à la base des intérêts, écrit Alexander Wendt (1999). Ainsi, l'identité d'un État, façonnée dans la durée par les interactions avec les autres et par la reconnaissance internationale, devient le véritable socle de ses intérêts et de ses choix de sécurité.

Par ailleurs, depuis les années 1990, l'étude des relations internationales a été sérieusement renouvelée par l'émergence du constructivisme, un courant qui remet en cause les explications traditionnelles centrées uniquement sur la force matérielle, l'équilibre des puissances ou l'agrégation des intérêts individuels. Alors que la région orientale de la République Démocratique du Congo (RDC) demeure le théâtre de conflits récurrents, d'insécurité résurgente et d'ingérences multiples, il est devenu évident que les approches réalistes et libérales peinent à rendre compte de la complexité des dynamiques locales et de la persistance de la violence.

Ce déplacement du regard s'avère particulièrement fécond pour penser la sécurité à l'Est de la RDC. Dans cette région marquée par la multiplication des groupes armés, la fragmentation de l'autorité étatique et la porosité des frontières, la logique de la puissance brute ou du calcul stratégique ne suffit plus à expliquer la reproduction des conflits. En effet, la persistance de

l'insécurité ne s'explique pas seulement par le déficit de capacités militaires ou par l'absence d'accords institutionnels, mais révèle avant tout une crise profonde des identités collectives, des représentations de l'État, et de la légitimité des normes qui devraient structurer la coexistence. Comme l'a montré Wendt (1999) à propos de la crise des missiles de Cuba, ce sont les images réciproques, les récits partagés et la reconnaissance externe qui ont déterminé la nature de la menace et modelé la réponse des acteurs.

Dans le cas congolais, les identités multiples nationales, régionales, ethniques se superposent et parfois s'opposent, produisant une pluralité d'intérêts et de loyautés. L'État congolais peine à s'affirmer comme le seul garant de la sécurité, non seulement en raison de sa faiblesse matérielle, mais aussi du fait de son incapacité à générer une identité reconnue et partagée par l'ensemble des communautés locales et par ses voisins. À l'Est, la sécurité ne se conçoit donc pas simplement comme la maîtrise du territoire ou la neutralisation des groupes armés, mais comme le résultat de processus sociaux au sein desquels l'État, les acteurs locaux, les puissances régionales et les organismes internationaux négocient en permanence leur place, leur rôle et le sens de leur engagement.

C'est dans ce cadre analytique que se pose la question suivante : Comment les identités, normes et représentations collectives façonnent-elles les pratiques de sécurité à l'Est de la RDC, et dans quelle mesure le constructivisme permet-il de comprendre à la fois la persistance de l'insécurité et les potentialités de transformation ?

Dès lors, l'hypothèse défendue dans cet article est que l'insécurité à l'Est de la RDC résulte avant tout d'une crise de signification et de reconnaissance : tant que les identités fragmentées et les normes concurrentes ne convergent pas vers une vision partagée de la sécurité, les solutions techniques ou coercitives resteront inopérantes, voire génératrices de nouvelles tensions. Le constructivisme éclaire ainsi non seulement la persistance de la violence, mais aussi les voies possibles de transformation, fondées sur la reconstruction des identités, la négociation normative et la légitimation des pratiques de sécurité au sein des communautés concernées.

1. Méthodologie

Ainsi, cette recherche vise à utiliser le cadre d'analyse constructiviste pour examiner la situation de la sécurité à l'Est de la RD Congo. L'objectif n'est pas de mesurer la sécurité par des indicateurs quantitatifs classiques (nombre de soldats, budget militaire, superficie contrôlée), mais de comprendre comment les acteurs qu'ils soient étatiques, locaux ou

transnationaux construisent la signification de la sécurité, de la menace et de l'ordre, à travers des récits, des pratiques, des normes et des symboles. La restauration de la force étatique en RDC ne peut se réduire à l'accumulation de ressources militaires ou économiques, mais doit également impliquer le renforcement de la légitimité politique, l'intégration des dynamiques locales et la redéfinition des relations entre l'État et la société. S'inspirant de la perspective constructiviste, cette étude vise à apporter un éclairage nouveau sur les enjeux de sécurité à l'Est de la République Démocratique du Congo, dans un contexte international marqué par la fragmentation du pouvoir, la pluralité des identités et la remise en question des modèles traditionnels de souveraineté.

2. Diagnostic constructiviste appliqué à la RDC

L'apport du constructivisme à l'analyse de la sécurité à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) repose sur la remise en question fondamentale de l'idée selon laquelle la menace et la protection seraient des réalités objectives et universelles. Suivant la thèse d'Alexander Wendt (1999), la sécurité est d'abord une construction sociale : elle dépend de la manière dont les acteurs se définissent, se perçoivent, et interprètent leur environnement. Ce cadre théorique suppose que l'insécurité, loin d'être simplement le produit d'un déficit de ressources ou d'une faiblesse militaire, trouve son origine dans la pluralité des identités, des normes et des représentations qui façonnent les pratiques collectives.

À l'Est de la RDC, cette construction sociale de la sécurité se manifeste de façon aiguë. La région est traversée par de multiples clivages : ethniques, régionaux, nationaux mais aussi transfrontaliers, issus d'une histoire complexe de migrations, de colonisation, de conflits et de recompositions politiques (Vlassenroot & Raeymaekers, 2004). Chaque communauté, chaque groupe armé, chaque acteur local s'appuie sur un récit spécifique, qui justifie ses revendications, sa mobilisation et parfois ses pratiques de violence. Les groupes armés tels que le M23, les Mai-Mai ou les Forces Démocratiques Alliées (ADF) incarnent cette dynamique : ils ne se contentent pas de s'opposer à l'État ou à d'autres groupes par la force ; ils produisent des discours identitaires qui leur permettent de légitimer leur présence, de mobiliser des soutiens, et de justifier la poursuite de la lutte (Stearns, 2012).

Ces récits identitaires sont en partie hérités de l'histoire coloniale qui a institutionnalisé des différences et des hiérarchies entre groupes, nourri des rivalités, et tracé des frontières arbitraires mais ils sont aussi sans cesse réinventés au gré des circonstances contemporaines. Ainsi, la menace n'est pas perçue de la même manière selon que l'on appartient à telle ou telle communauté : pour certains, l'ennemi est extérieur (un groupe armé venu de l'étranger, un État

voisin), pour d'autres il est intérieur (une communauté rivale, l'État central, voire l'ONU). Loin d'être stable, la définition des menaces et des alliés se recompose en permanence, au gré des alliances, des trahisons et des événements locaux (Autesserre, 2010).

Dans ce contexte, la sécurité d'un groupe est souvent vécue comme incompatible avec celle de ses voisins. Les mécanismes d'autodéfense communautaires se sont multipliés, s'appuyant sur la méfiance et sur l'idée que l'État central est absent, partial, ou incapable d'assurer la protection de tous. Cette fragmentation du champ sécuritaire rend extrêmement difficile la mise en place de régulations centralisées et de politiques de sécurité efficaces, car chaque acteur évolue selon ses propres normes et ses propres priorités (Verweijen, 2015). L'État congolais lui-même, confronté à la faiblesse de ses ressources, à la défiance de certaines communautés, et à l'ingérence d'acteurs extérieurs (États voisins, multinationales, agences humanitaires), peine à s'imposer comme référence incontestée. Sa légitimité varie d'un territoire à l'autre, d'un moment à l'autre, en fonction de la manière dont il est perçu et reconnu localement (Trefon, 2016).

Le diagnostic constructiviste met ainsi en évidence une situation où la sécurité n'est jamais acquise, mais toujours négociée, contestée et transformée au sein d'un jeu d'interactions complexes. Les normes qui encadrent les comportements des acteurs qu'il s'agisse de la légitimité de la violence, des modalités de coopération ou de confrontation, ou encore de la reconnaissance de l'autorité varient selon les contextes locaux, l'histoire des relations intercommunautaires, et les influences extérieures (Adler, 1997). Par exemple, dans certains milieux, la pratique de l'autodéfense communautaire est socialement valorisée, tandis que dans d'autres, elle est perçue comme une menace à l'ordre public ; de même, la présence d'acteurs internationaux est parfois vue comme une protection, parfois comme une forme d'ingérence.

Cette diversité des représentations et des pratiques produit un environnement où l'insécurité devient elle-même une construction sociale partagée : l'impossibilité d'établir un consensus sur les sources de la menace et sur les moyens légitimes de s'en protéger engendre une dynamique de concurrence permanente entre les acteurs, et favorise la résilience des groupes armés et l'émergence de nouvelles formes de violence (Autesserre, 2010 ; Stearns, 2012).

Un autre aspect fondamental du diagnostic constructiviste concerne la question de la reconnaissance. Pour Wendt (1999), l'identité d'un État ou d'un groupe n'a de sens que si elle est validée par autrui – que ce soit par les communautés voisines, l'État central, ou la communauté internationale. À l'Est de la RDC, la compétition pour la reconnaissance est omniprésente : chaque acteur cherche à faire valider ses revendications, à imposer ses normes, et à obtenir une légitimité qui lui permettra de peser dans les dispositifs de sécurité locaux.

Cette quête de reconnaissance se traduit par l'appropriation de symboles, la production de récits historiques, la mobilisation de la mémoire des conflits, et parfois par le recours à la violence pour rendre visibles des identités ou des injustices refoulées.

3. Situations empiriques récentes

L'actualité récente à l'Est de la République Démocratique du Congo offre un terrain d'observation privilégié pour saisir la dimension constructiviste des dynamiques de sécurité et d'insécurité. La résurgence du Mouvement du 23 mars (M23) à partir de 2022 illustre parfaitement comment la conflictualité s'articule autour de constructions identitaires et de mémoires collectives. Avant la reprise des hostilités, un intense travail de mobilisation narrative s'est opéré, tant au sein du mouvement que dans l'espace public congolais et régional. Le M23 s'est positionné comme le porte-voix d'intérêts communautaires spécifiques, ravivant la mémoire des injustices passées, la marginalisation ressentie, et la méfiance historique envers le gouvernement central (Stearns, 2023). Cette capacité à mobiliser des récits et des symboles identitaires a contribué à la légitimation de leur action auprès de certaines franges de la population, tout en accentuant la polarisation avec d'autres groupes. Face à cela, l'État congolais a réaffirmé une identité nationale perçue comme menacée par des « forces extérieures », tentant de rassembler la population autour de la défense de la souveraineté nationale. La société civile locale, quant à elle, s'est trouvée partagée entre différentes attitudes : certaines communautés ont manifesté un soutien au M23, d'autres ont exprimé leur crainte ou leur rejet, en fonction de leur histoire, de leur position géographique et de leurs expériences antérieures du conflit. Cette situation démontre l'importance des identités construites et la difficulté à produire des normes et des pratiques de sécurité qui soient véritablement partagées dans un contexte aussi fragmenté (Stearns, 2023).

Parallèlement à la résurgence du M23, la multiplication et la persistance des groupes d'autodéfense communautaires constituent une autre illustration concrète de la pluralité des logiques sécuritaires à l'Est du pays. Dans de nombreuses zones rurales, la sécurité quotidienne ne relève plus de l'État central, mais d'acteurs locaux qui puisent leur légitimité dans la référence à des menaces historiques, à la nécessité de protéger le territoire et les ressources, ou encore à la marginalisation institutionnelle subie par leur communauté (Vlassenroot & Raeymaekers, 2004). Certains groupes d'autodéfense sont valorisés par les populations pour leur capacité à instaurer un ordre jugé plus juste et plus proche des réalités locales ; d'autres, au contraire, sont accusés de prolonger l'insécurité, d'entretenir l'arbitraire ou de servir des intérêts privés. Cette diversité des perceptions traduit l'impossibilité de définir un modèle unique de

légitimité ou de gouvernance sécuritaire. Les forces nationales et internationales, telles que la police, l'armée ou les contingents de maintien de la paix, sont souvent perçues comme étrangères, déconnectées, ou inadaptées aux enjeux de terrain : elles peinent à s'inscrire dans les référents normatifs locaux, ce qui alimente la concurrence entre différents dispositifs de sécurité. Cette fragmentation de l'ordre local révèle l'existence de normes concurrentes, nées de l'histoire, des relations sociales et des expériences spécifiques à chaque territoire (Vlassenroot & Raeymaekers, 2004 ; Verweijen, 2015).

Dans ce contexte de pluralité normative et identitaire, l'intervention de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) représente un cas emblématique de la difficulté à établir une sécurité fondée sur des normes exogènes. Malgré des moyens logistiques et humains considérables, la MONUSCO se heurte à une forte contestation sociale, qui exprime la déception face à l'inefficacité perçue de la mission, mais aussi le rejet de ce qui est vécu comme une ingérence ou une méconnaissance des réalités locales (Autesserre, 2010 ; Stearns, 2012). Les manifestations contre la MONUSCO, observées à Goma, Beni et dans d'autres villes, traduisent une crise de reconnaissance et de légitimité. La présence internationale, loin de constituer un facteur univoque de stabilisation, devient elle-même un enjeu de négociation, de confrontation et de re-signification collective. Cela confirme que la reconnaissance et la légitimité ne se décrètent jamais d'en haut : elles se construisent dans l'interaction quotidienne, dans la capacité à dialoguer avec la diversité des acteurs et à intégrer les normes issues du terrain. La contestation répétée de la MONUSCO et l'échec de certains dispositifs sécuritaires montrent que toute politique de paix doit prendre en compte la complexité des identités, la pluralité des récits, et la nécessité d'une légitimation continue auprès des sociétés locales (Autesserre, 2010 ; Stearns, 2012).

Ainsi, ces situations empiriques illustrent la pertinence de l'approche constructiviste pour comprendre la persistance de l'insécurité à l'Est de la RDC. Les pratiques de sécurité ne prennent sens qu'à l'intérieur d'un univers de normes, de représentations et d'identités sans cesse recomposées. La production de la sécurité apparaît comme un processus social, traversé par des conflits d'interprétation, des luttes de reconnaissance et des concurrences de légitimités, qui défient les réponses purement techniques ou centralisées et exigent une compréhension fine des dynamiques locales (Autesserre, 2010 ; Stearns, 2012 ; Vlassenroot & Raeymaekers, 2004 ; Verweijen, 2015).

Conclusion

L'analyse constructiviste de la sécurité à l'Est de la RDC permet de dépasser les lectures classiques axées sur la puissance, la coercition ou la seule faiblesse de l'État. Les identités, normes et représentations collectives sont au cœur des pratiques de sécurité : elles déterminent non seulement qui est perçu comme une menace ou un allié, mais aussi quelles pratiques sont jugées légitimes, acceptées ou combattues.

Tant que les identités fragmentées et les normes concurrentes ne convergeront pas vers une vision partagée de la sécurité, les réponses techniques ou coercitives resteront inopérantes, voire contre-productives. Le constructivisme permet ainsi de comprendre la persistance de l'insécurité, mais aussi d'identifier des voies de transformation, fondées sur la reconstruction des identités, la négociation normative et la légitimation des pratiques de sécurité au sein des sociétés locales.

Pour que la paix et la sécurité deviennent une réalité durable à l'Est de la RDC, il faudrait donc investir dans la reconnaissance mutuelle, la participation inclusive et l'élaboration de normes collectives partagées conditions essentielles pour faire émerger une sécurité authentiquement enracinée dans les réalités du pays.

REFERENCES

1. Adler, E. (1997), « Seizing the Middle Ground: Constructivism in World Politics », *European Journal of International Relations*.
2. Autesserre, S. (2010), *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*, Cambridge University Press.
3. Charillon, F. (2001), « Les théories des relations internationales », Paris, La Documentation française.
4. Stearns, J. K. (2012), *The War That Doesn't Say Its Name: The Unending Conflict in the Congo*, Princeton University Press.
5. Stearns, J. K. (2023), *The War That Doesn't Say Its Name: The Unending Conflict in the Congo*, Princeton University Press.
6. Trefon, T. (2016), *Congo's Environmental Paradox*, London, Zed Books.
7. Verweijen, J. (2015), « The Ambiguity of Militarization: The Complex Interaction between the Congolese Armed Forces and Civilians in Eastern Congo », *African Affairs*.
8. Vlassenroot, K. & Raeymaekers, T. (2004), « The Politics of Rebellion and Intervention in Ituri », *African Affairs*.
9. Wendt, A. (1999), *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press.